



Tribune libre

Métro, 11 juillet 2021

Lettre ouverte à M. Justin Trudeau Et si on disait toute la vérité ou presque de la fosse commune des enfants amérindiens?

Monsieur le Premier Ministre,

Cette triste découverte a fait resurgir des douleurs et des souffrances du passé chez les Amérindiens puisqu'on exhume à nouveau ces drames et rouvre les plaies.

Vous n'êtes pas sans savoir que le débat autour des fosses communes fait partie d'une problématique beaucoup plus large et historique. Il suffit de lire le rapport produit par la Commission de Vérité et de Réconciliation du Canada. De plus, des découpages de journaux de 1906-1910 démontrent que le problème que vivaient les Amérindiens était connu, mais le gouvernement fermait les yeux et ne voulait pas agir.

Vous n'ignorez certainement pas non plus l'histoire des origines du Canada et les politiques fédérales à l'égard des populations autochtones. Sans doute, vous trouvez le fardeau de toutes les erreurs commises par les gouvernements de l'époque très lourd à porter. C'est très compréhensible, mais ce n'est pas une raison pour prendre comme bouc émissaire les communautés religieuses, les pensionnats et l'Église catholique, surtout après tout ce qu'ils ont fait pour que le Canada devienne ce qu'il est aujourd'hui.

En effet, monsieur Trudeau, permettez-moi de vous dire que vous faites fausse route en les accusant, car il vous faudra avouer à un moment ou l'autre l'horreur des politiques cruelles et cyniques des gouvernements du Canada de l'époque qui visaient purement et simplement l'éradication des populations en question dans le but, entre autres, d'avoir le chemin libre de toute entrave pour établir le fameux chemin de fer transcontinental. Quant aux pensionnats dirigés par l'Église, ils n'ont fait qu'appliquer, en tentant parfois de les adoucir, les politiques odieuses conçues et imposées par le gouvernement fédéral de l'époque.

Les documents historiques et les archives existants sont révélateurs et très différents de ce que vous affirmez publiquement. Pour n'en nommer que quelques-uns, il s'agit du rapport de l'Inspecteur médical du Ministère canadien de l'Intérieur et des Affaires indiennes, le Dr Peter H. Bryce, qui a bien décrit les faits dans un livre en 1922 intitulé »The Story of a National Crime'. Le rapport du Dr Peter H. Bryce avait la responsabilité des dossiers de santé des Amérindiens du Canada, celui du Dr Scott Hamilton a étudié en profondeur la question des enfants décédés dans les pensionnats et enterrés sur les terrains des écoles. Ils décrivent tous la cause du décès, les circonstances historiques et la politique d'inhumation du Ministère des Affaires indiennes.

Il est bon de mentionner qu'il y a eu quand même des expériences heureuses dans des pensionnats. Le dramaturge cri de renommée mondiale, Thomson Highway, et la chef de bande d'Inuvik, Cece Hodgson-McCauley nous ont décrit leur joie et celle de leur entourage d'avoir été dans ces pensionnats.

Oui, il faut demander pardon pour tous ces actes qui ont été posés par les gouvernements fédéraux de l'époque et par la conduite de certains membres de l'Église catholique qui ont agi par naïveté et qui n'ont pas réussi à empêcher cette politique d'extermination à cause des pressions politiques. Ces membres n'ont pas su appliquer les valeurs de l'Église catholique : l'accueil inconditionnel, le respect, l'entraide, le droit à l'erreur, le pardon, l'espérance, la paix, la justice et le courage.

Quant aux excuses attendues de la part de l'Église et du pape François, ne serait-ce pas plutôt l'Église catholique qui devrait exiger des excuses de votre part et de celle du gouvernement fédéral et même attendre des remerciements pour tout ce que les

communautés religieuses ont fait pour sauver ces populations de leurs dures conditions de vie, des famines et de la politique fédérale d'extermination.

Soyez assuré, monsieur Trudeau, que ce n'est pas en rejetant toute la culpabilité sur autrui qu'on peut être libéré du passé et aller de l'avant.

Merci de poser ce geste de pardon et de remerciement pour l'HONNEUR,

Monique Khouzam-Gendron

Gestionnaire et bibliothécaire professionnelle

Montréal, 11 juillet 2021